



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

#### Fournitures d'articles de positionnement pour le patient en bloc opératoire

**N° du CCAP : 2025E054 à 056**

**Etablissement(s) du GHT Alpes Dauphiné concerné(s) par le présent contrat :**

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (dont l'Hôpital de Voiron depuis le 01/01/2020)
- ☐ Centre Hospitalier Alpes-Isère
- ☐ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure
- ☒ Centre Hospitalier de Rives
- ☐ Centre Hospitalier Gériatrique de Saint Geoire en Valdaine
- ☐ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont
- ☐ Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins
- ☐ Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

## SOMMAIRE

### Préambule

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 – Mode de passation.....	4
1.3 - Forme de l'accord cadre à bons de commande.....	4
1.4 - Décomposition du contrat .....	4
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
1.6 - Dispositions générales .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	6
3 - Durée et délais d'exécution .....	7
3.1 – Durée de l'accord cadre .....	7
3.2 – Délais d'exécution .....	8
3.3 - Prolongation des délais.....	8
<b>4 - Prix .....</b>	<b>8</b>
4.1 – Caractéristiques des prix.....	8
4.2 – Modalités de variations des prix .....	8
4.3 – Prix sur catalogue .....	9
4.4 – Clause limitative dite " de sauvegarde " .....	9
4.5 – Articles nouveaux et offres promotionnelles .....	10
4.6- Clause de réexamen .....	10
4.6.1 – Circonstances imprévues : .....	10
4.6.2 – Ajout d'établissement membre du GHT Alpes-Dauphiné en cours d'exécution : .....	11
4.6.3 – Evolution technologique : .....	11
4.6.4 – En cas d'évolution technique majeure ne répondant plus au besoin : .....	11
4.6.5 – Suppression de références.....	11
4.6.6 – Problème temporaire d'approvisionnement .....	11
5 - Garanties Financières.....	12
6 – Avance .....	12
6.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	12
6.2 - Garanties financières de l'avance .....	12
7 - Modalités de règlement des comptes .....	12
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	12
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	12
7.3 – Facturation électronique .....	13
7.4 - Délai global de paiement .....	14
7.5 - Paiement des cotraitants .....	14
8 - Conditions d'exécution des prestations .....	14
8.1 – conditions de livraison .....	14
8.2 – Obligations du titulaire.....	15
8.3 - Protection des données personnelles .....	15
8.4 – Prestations de maintenance .....	16
8.5 – Gestion des déchets .....	17
9 - Constatation de l'exécution des prestations .....	17
9.1 - Vérifications .....	17
9.2 - Décision après vérification.....	17
10 - Garantie des prestations.....	17
11 - Pénalités.....	17
11.1 - Pénalités de retard.....	17
11.2 - Pénalités pour produits défectueux .....	17
11.3 - Pénalité pour travail dissimulé .....	18
11.4 – Exécution aux frais et risques .....	18

12 - Assurances .....	18
13 - Résiliation du contrat.....	18
13.1 - Conditions de résiliation .....	18
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
14 - Règlement des litiges et langues .....	19
15 - Promotion du développement durable .....	20
16 – Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de la ZFE....	21
17 – Dérogations.....	21

## Préambule

Les Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT) ont été créés par l'article 107 de la Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et le Décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire.

Le GHT Alpes Dauphiné a été officialisé par la signature de sa Convention Constitutive le 1er juillet 2016. A ce titre, le Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (CHUGA) agit en qualité d'établissement support du GHT Alpes Dauphiné.

A cet effet, en phase de passation du contrat, il constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques.

En phase d'exécution du contrat :

- Le CHU Grenoble-Alpes assure la gestion contractuelle de l'ensemble des besoins ;
- Les établissements membres assurent, chacun pour la part de l'accord-cadre qui les concerne, l'exécution de l'accord-cadre (émission des bons de commande, ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures, mise en œuvre des pénalités...).

Il en découle que la notion de pouvoir adjudicateur telle que définie à l'article L.1211-1 du Code de la Commande Publique est remplacée par les notions « établissement support du GHT Alpes-Dauphiné » et/ou « les établissements membres du GHT Alpes-Dauphiné », pour chacune des missions qui le concerne.

Le CHU Grenoble Alpes et le CH de Voiron ayant fusionné au 1<sup>er</sup> janvier 2020, ces deux établissements forment une seule et même entité, l'Hôpital de Voiron étant désormais un site du CHU Grenoble Alpes.

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent **la fourniture d'articles de positionnement pour le patient en bloc opératoire, en service de soins et en imagerie.**

Lieu d'exécution : CHU Grenoble Alpes et membres du GHT concernés.

### 1.2 – Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée (si montant inférieur au seuil européen). Elle est soumise aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

### 1.3 - Forme de l'accord cadre à bons de commande

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum annuel pour la période initiale et les éventuelles périodes de reconduction.

Il suit les dispositions des articles R 2162-1 à 6, R 2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique (accords-cadres à bons de commande).

### 1.4 - Décomposition du contrat

Le présent contrat est divisé en 3 lots.

Le montant maximal total des commandes par lot sur la durée du marché est défini comme suit :

N° du lot	Intitulé du lot	Montant maximum annuel (€HT) GLOBAL	Montant maximum annuel (€HT) CHUGA	Montant maximum annuel (€HT) Rives
1	Coussins Gel Adulte et Pédiatrique	40 000 €	40 000 €	0 €
2	Coussins Mousses	5 000 €	3 940 €	1 060 €
3	Matelas à Dépression	5 000 €	5 000 €	0 €

### 1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Par conséquent le bon de commande émis en fin de marché pourra voir son exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

### 1.6 - Dispositions générales

#### **Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail :**

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (K-bis, URSSAF, ...),
- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),
- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquittement de l'amende liée aux salariés détachés).

Ainsi, afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage, par la signature du présent contrat, à utiliser les services de la **société HIVEO** (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – [www.hiveo.fr](http://www.hiveo.fr)) pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au CHU Grenoble Alpes établissement support du GHT Alpe Dauphiné et HIVEO. **Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.**

**A l'attribution du contrat, le titulaire devra créer un compte gratuit sur HIVEO** et pouvoir en apporter la preuve à l'établissement support sur simple demande. Le compte devra être maintenu actif pendant toute la durée du présent contrat.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours ouvrables à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO et/ ou par le CHU Grenoble Alpes pendant toute la durée du contrat.

Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat dans les conditions prévues dans ce dernier.

Le titulaire s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

A noter : Si le titulaire est déjà abonné à la plateforme « Attestation Légale », son dossier sera automatiquement synchronisé sur la solution « HIVEO ». Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif sur « Attestation Légale » pendant toute la durée du présent contrat.

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

#### **Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers :**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigées en français.

Si l'opérateur économique est établi à l'étranger sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA :

- L'opérateur économique étranger implanté dans un état de l'Union Européenne doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement membre du GHT concerné par le présent contrat et mentionner les dispositions du Code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par l'opérateur économique ;
- L'opérateur économique étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions du Code Général des Impôts, s'il en est redevable en application du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi à l'opérateur économique à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement membre du GHT concerné par le présent contrat.

La monnaie de compte de l'accord-cadre à bons de commande est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles L 2193-4 et suivants du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre à bons de commande N° ..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement sont libellées en euro et soumises aux modalités de visées par le présent CCAP.

Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E) et ses annexes éventuelles ;

- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et son annexe :
  - Annexe n°1 : « Code facturation CHORUS »
  - Annexe n°2 : « Factures et livraison »
  - Annexe n°3 : « dossier sécurité livraison »
  - Annexe n°4 : « Plaquette ZFE »
  - Annexe n°5 : « guide CNIL »
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)
  - Annexe n°1 : Annexe n° 1 : « dossier sécurité livraison »
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021(\*)
- Le bordereau des prix (BPU)
- L'extrait catalogue tarifé de l'opérateur économique titulaire
- L'annexe grille valeur technique
- La grille développement durable
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en France en vertu des accords internationaux, y compris le Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.
- Le(s) certificat(s) de marquage CE et attestation(s) de conformité et annexe(s) se rapportant au dispositif(s) proposé(s)

\* Tous les CCAG sont consultables sur [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)

Dans la mesure où une nouvelle réglementation intervient en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, celle-ci se voit directement appliquée à l'accord-cadre à bons de commande dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre.

Les prescriptions définies au présent contrat annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant le sont.

Il appartiendra au titulaire de signaler avant la signature du contrat les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces de l'accord-cadre pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

**Les pièces constitutives du présent marché conservées dans les archives de l'établissement font seules foi.**

### 3 - Durée et délais d'exécution

#### 3.1 – Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale à compter de la notification du marché jusqu'au 31 décembre 2025.

##### Reconductions :

L'accord cadre pourra être reconduit tacitement par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée tacitement si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du contrat.

#### Reconduction anticipée

En cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre peut être reconduit à compter de la date à laquelle le montant maximum est atteint (date du bon de commande qui provoque le dépassement du montant maximum).

Le pouvoir adjudicateur doit informer au plus tôt l'opérateur économique titulaire de l'éventuelle survenance de la reconduction anticipée due à l'atteinte du montant maximum.

### 3.2 – Délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS. Aucune demande de prolongation de délai ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

### 3.3 - Prolongation des délais

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter les prestations dans les délais d'exécution convenus, le titulaire doit avertir le représentant de l'établissement membre au plus tôt et préciser les causes faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans les délais et conditions précisés à l'article 13.3.2 à 13.3.4 du CCAG-FCS.

Si la prolongation est compatible avec les impératifs de l'établissement, ce délai peut être accepté.

En cas contraire, si les impératifs de l'établissement ne lui permettent pas d'attendre, il est en mesure d'appliquer des pénalités conformément à l'article 11 du présent document.

Aucune demande de prolongation de délai ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

## 4 - Prix

**Les prix rémunérant le titulaire sont, conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, les supports fournis, les frais de déplacements, les éventuels frais de repas, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Ils prennent en compte également, le respect des données personnelles conformément au règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 mai 2018.**

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf dispositions réglementaires contraires.

### 4.1 – Caractéristiques des prix

Les fournitures sont réglées par application du bordereau des prix unitaires (BPU) et des stipulations de l'acte d'engagement (AE).

Aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande en quantité ou en valeur ne peut être facturé.

### 4.2 – Modalités de variations des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des plis (mars 2025) ce mois est appelé " mois zéro ", par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS.



Pour la première année d'exécution de l'accord-cadre, les prix sont ceux remis dans l'offre, ils sont donc fermes. Cette disposition n'empêche pas l'application de clauses complémentaires concernant les offres promotionnelles émises par le titulaire.

Chaque échéance annuelle, les prix des bordereaux des prix seront révisés ou ajustés suivant les modalités fixées au présent document.

Pour les éventuelles périodes de reconduction, l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (ou barème) **avec un préavis de 4 mois** avant la date de commencement de la période de reconduction prévue.

L'envoi se fait spontanément, sans que le pouvoir adjudicateur sollicite l'opérateur économique titulaire. La transmission des nouveaux tarifs est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse suivante :

CHU Grenoble Alpes  
DAEL  
CS 10217  
38043 Grenoble cedex 9.

Important : à défaut de proposition d'évolution dans le délai imparti, les prix en cours continuent à être appliqués pour toute la nouvelle période de reconduction. Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le pouvoir adjudicateur, et à la date de démarrage de la nouvelle période de reconduction. Ces prix sont fixes pour toute la durée de la reconduction. Tant que les nouveaux tarifs n'ont pas été acceptés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, les tarifs précédents s'appliquent. La révision se fait à la baisse comme à la hausse. La justification de la revalorisation détaillée des prix est à la charge de l'opérateur économique titulaire.

#### 4.3 – Prix sur catalogue

S'agissant des produits non-répertoriés dans le bordereau des prix unitaires (BPU), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander occasionnellement sur le catalogue tarifé du titulaire des produits de même nature que ceux définis au BPU.

Les produits devront être strictement conformes à l'objet du contrat et le montant consacré aux achats sur catalogue ne peut dépasser 20 % du montant maximum.

Les fournitures sont rémunérées par application aux quantités livrées des prix référencés sur le catalogue tarifé du titulaire, diminués de la remise mentionnée dans le bordereau des prix unitaires.

Le titulaire s'engage à notifier son éventuel nouveau catalogue au pouvoir adjudicateur par tout moyen matériel ou dématérialisé au minimum **4 mois** avant la date prévue pour l'application du nouveau catalogue.

#### 4.4 – Clause limitative dite " de sauvegarde "

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à **3.0 %** par an.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs par tout moyen (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de **4 mois** avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

## 4.5 – Articles nouveaux et offres promotionnelles

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur exprime le besoin d'articles nouveaux en cours d'exécution, non répertoriés sur l'extrait catalogue initial, ces articles pourront être ajoutés aux tarifs du marché par un simple additif (bordereau des prix unitaires supplémentaire) et, de ce fait, seront intégrés au marché aux mêmes conditions.

Les articles ou accessoires inclus au marché seront de même nature et respecteront l'objet du marché.

Le titulaire s'engage également à informer et à faire bénéficier, de façon ponctuelle, le CHUGA des offres promotionnelles lorsque les conditions de ces offres s'avèrent plus avantageuses que celles consenties dans le cadre du présent marché. Il indiquera les produits concernés ainsi que la durée précise de la période promotionnelle. Les nouveaux prix devront être inférieurs aux prix de règlement initiaux remisés. Après la période promotionnelle, s'appliqueront de nouveau les prix figurant aux BPU ou ceux du catalogue diminué du/des taux de remise(s) éventuel(s).

## 4.6- Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le contrat peut être modifié lorsque les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux.

### 4.6.1 – Circonstances imprévues :

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du contrat, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations. A cette fin, le titulaire doit :
  - Fournir les factures fournisseurs justifiant les prix (matériaux, etc.) au moment de la remise des offres et au moment de la demande
  - Apporter les documents comptables justifiant que cet événement a provoqué des charges extracontractuelles qui ont atteint un quinzième du montant initial HT du marché ou de la tranche. (ou bilan de fin d'année) et intégrant les aides de l'état perçues et la marge d'exploitation de l'entreprise, en valeur et en pourcentage, pour le marché en cause (marge calculé au moment de la remis de votre offre puis l'évolution mensuelle de votre marge sur les produits) et les éventuelles provisions pour risques intégrées au prix.

En effet, le titulaire doit pouvoir justifier, d'une part, son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et, d'autre part, ses sommes déboursées au cours de l'exécution du marché.

- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du contrat.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au pouvoir adjudicateur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les surcoûts pris en charge par le pouvoir adjudicateur ne peuvent pas faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées à l'article 6 ci-après ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

#### 4.6.2 – Ajout d'établissement membre du GHT Alpes-Dauphiné en cours d'exécution :

En cours d'exécution du contrat, pourront être ajoutés par voie d'avenant, les établissements membres du GHT Alpes-Dauphiné listés ci-dessus en page de garde du présent CCAP s'ils ont un besoin en matière de fournitures d'articles de positionnement pour le patient en bloc opératoire pour le G.H.T. Alpes Dauphiné et ses établissements en direction commune.

- Les besoins de ces établissements ne pourront dépasser 10% du montant maximum alloué au présent contrat.
- Cette adhésion se fera au fur et à mesure des besoins de ces établissements tout au long de la durée de validité du marché.
- Le pouvoir adjudicateur informera le fournisseur de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 1 mois avant le début d'exécution souhaité.
- La mise en œuvre de cette possibilité fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment :
  - o Les quantités estimatives de l'établissement pour la durée restante du marché ;
  - o Les modalités d'exécution et de facturation ;
  - o La date d'entrée dans le contrat.

#### 4.6.3 – Evolution technologique :

En cas d'évolution d'une gamme de produits auprès de l'opérateur économique titulaire, qui surviendrait en cours d'exécution de l'accord cadre à bons de commande, celui-ci peut modifier ou remplacer les fournitures retenues initialement, dès lors qu'elles apparaissent plus performantes ou mieux adaptées aux besoins.

Cette substitution doit correspondre à une simple évolution technologique (modification du processus de fabrication et/ou amélioration technique des composants), et non à une innovation d'un produit entièrement différent.

Cette modification doit se faire aux conditions de l'accord cadre à bons de commande sans modification de prix, et doit être notifiée par écrit à l'acheteur.

Elle ne peut être opérationnelle qu'après son accord écrit.

#### 4.6.4 – En cas d'évolution technique majeure ne répondant plus au besoin :

Le CHU Grenoble Alpes se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire peut être prononcée.

#### 4.6.5 – Suppression de références

En cas de suppression de référence (arrêt de fabrication d'un produit), l'Opérateur Economique s'engage à la remplacer par une référence similaire, de qualité identique ou supérieure et ce à un prix identique correspondant à celui de la référence supprimée, après validation du changement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Si le changement de référence ne convenait pas, le CHU Grenoble Alpes se réserve le droit de s'adresser à un autre fournisseur conformément au terme de l'article 45.2 du CCAG FCS.

#### 4.6.6 – Problème temporaire d'approvisionnement

En cas de problème temporaire d'approvisionnement, l'opérateur économique doit proposer un produit de remplacement, même de technologie plus avancée. Le prix de ce produit de substitution ne pourra être supérieur au prix initialement consenti.

Cette substitution ne peut avoir lieu qu'après information écrite auprès du pharmacien responsable du CHU Grenoble Alpes et acceptation de ce dernier.

Si le produit de substitution ne convenait pas, le CHU Grenoble Alpes se réserve le droit de s'adresser à un autre fournisseur conformément au terme de l'article 45.2 du CCAG FCS.

## 5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 6 – Avance

### 6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Conformément à l'article R 2191-3 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Les taux de l'avance sont fixés comme suit :

- Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance mentionnée à l'article R.2191-10 est fixé à 20 % du montant de la commande.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant de la commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois.
- Lorsque le titulaire n'entre pas dans la catégorie des petites ou moyennes entreprises au sens du Code de la Commande publique et que la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze mois, le taux de l'avance est fixé à 5 % du montant de la commande, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

### 6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

### 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront être dématérialisées aux termes du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019. Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et à l'article D.2192- 1 et suivants du Code de la commande publique. A ce titre, elles devront porter les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du contrat ;
- La désignation du payeur avec l'indicateur du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables et directement liés à l'exécution du contrat ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Les différentes demandes de paiement doivent parvenir aux différents émetteurs des bons de commande (cf. Annexe 1 du CCAP).

### 7.3 – Facturation électronique

Le titulaire est tenu de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS. Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire depuis le 1er janvier 2020. A ce titre, l'Etat les collectivités territoriales et les établissements publics sont tenus d'accepter les factures électroniques.

Pour cela, l'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics, intitulée **Chorus Pro**. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

>> En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/comment-ouvrir-un-espace/>

Le site Communauté Chorus Pro. (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

Les informations ci-dessous sont à utiliser pour la facturation électronique :

Pour les formations du CHU Grenoble Alpes :

- N° SIRET : 263 800 302 000 14
- CODE CHORUS : voir Annexe n°2 « Facturation »

## 7.4 - Délai global de paiement

Conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la Commande Publique, les sommes dues au(x) titulaire(s) sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par le pouvoir adjudicateur.

A défaut d'envoi des factures par lettre recommandée avec accusé de réception, le système de marquage du pouvoir adjudicateur portant réception du document vaut preuve opposable à l'opérateur économique.

En cas de retard de paiement, l'opérateur économique titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Remarque : par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-FCS En cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont rejetées et retournées au titulaire pour correction via le logiciel CHORUS PRO; elles sont accompagnées du ou des motifs du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes).

L'opérateur économique doit obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

## 7.5 - Paiement des cotraitants

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-FCS, en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Quant aux groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom de membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Les autres dispositions de l'article 12.1 du CCAG-FCS s'appliquent au présent contrat.

## 8 - Conditions d'exécution des prestations

### 8.1 – conditions de livraison

Les livraisons s'effectuent dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G.-F.C.S. à l'adresse suivante :

CHU Grenoble Alpes  
Plateforme logistique du CHUGA  
Rue des Bourelles zone industrielle des peupliers  
38420 DOMENE

Si des dispositions particulières pour la livraison doivent être prises, elles seront convenues lors de ce premier contact (colis encombrants, horaires spécifiques, ...).

### Traçabilité des livraisons

En cas de problème, le titulaire est tenu d'apporter les preuves de la livraison au CHUGA, le nom en clair et la signature de la personne qui a réceptionné le produit. En cas de défaut de preuve, il sera considéré comme responsable de la perte du produit.

### Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Les frais inhérents au stockage, à l'emballage et au transport des prestations objet du marché restent à la charge du titulaire.

### Expression des exigences logistiques

Livraison tout type de véhicule.

Les livraisons sur palettes doivent impérativement être effectuées avec des palettes Europe non consignées. Ces palettes doivent être exemptes d'imperfections ou de dommages tels qu'une partie de plancher ou un longeron manquant, un plancher incomplet, fendu ou brisé, ou des clous en saillie.

Le transport exclut les palettes gerbées afin d'assurer une meilleure intégrité des marchandises.

L'étiquetage doit être bien visible de l'extérieur. Le bon de livraison doit être accessible aisément.

Un contrôle quantitatif (palettes, cartons) avec les documents du transporteur a lieu à la réception.

Le contrôle qualitatif avec les documents joints par le fournisseur dans le respect de la réglementation est fait lors de la réception en tant que telle ou ultérieurement par les utilisateurs plus à même de juger de la conformité des produits envoyés.

## 8.2 – Obligations du titulaire

### Documentation technique

L'Opérateur Economique s'engage à fournir à la livraison toute documentation rédigée en langue française nécessaire à l'utilisation correcte du produit.

### Changement affectant le titulaire

En cas de changement de raison sociale, ou de fusion avec une autre structure, l'Opérateur Economique doit faire parvenir au C.H.U. Grenoble Alpes les documents attestant ce changement, à savoir : un exemplaire du KBIS, un exemplaire de la publication officielle, un relevé d'identité bancaire (R.I.B.). Dans ce cas, un avenant sera établi entre les deux parties.

En cas de changement d'identité bancaire, un nouveau relevé d'identité bancaire est à fournir rapidement et obligatoirement accompagné d'un courrier.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation et se font sans modification des conditions initiales et notamment commerciales du marché.

## 8.3 - Protection des données personnelles

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, en cas de traitement de données à caractère personnel et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les Parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

Option 1 : Pour les marchés informatiques (logiciels médicaux, RH, formation), équipements biomédicaux et de laboratoire, marchés pharmacie quand des lots prévoient la MAD d'équipements biomédicaux qui recueillent des données de santé ou pour les dispositifs médicaux implantables qui recueillent des données

personnelles, télémédecine, objets connectés, recherche et autres qui traitent des traitements de données de santé :

Pour cela, le titulaire s'engage à respecter le clausier sécurité 2024 joint au présent DCE et est lié par les engagements qu'il a renseigné dans la fiche de réponse du clausier.

#### Option 2 : Pour tous les autres marchés :

A cet effet, le titulaire met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adaptées à l'état des connaissances, au contexte, aux finalités du traitement et aux risques afin de protéger les Données et prendra toutes les précautions nécessaires pour préserver la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de ces Données, notamment contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés.

Le titulaire communique au CHU Grenoble Alpes l'ensemble des mesures prises pour garantir la sécurité des Données.

Par ailleurs, le titulaire s'engage, entre autres, à :

- indiquer le type de données personnelles traitées et s'assurer que seules les données strictement nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent marché sont traitées ;
- traiter les données nécessaires uniquement à la réalisation des prestations objet du présent marché et conformément aux instructions du CHU Grenoble Alpes. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU Grenoble Alpes ;
- informer le CHU Grenoble Alpes s'il est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter elle-même la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- en cas de sous-traitance ultérieure, informer préalablement le CHU Grenoble Alpes de toute volonté d'ajout ou de remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant. Le CHU Grenoble Alpes dispose d'un délai maximum de vingt-et-un jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses observations. La sous-traitance ne peut être effectuée que si le CHU Grenoble Alpes n'a pas émis d'objection pendant ce délai. Il appartient alors au titulaire de s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations du présent marché et présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation sur la protection des données. Le titulaire reste pleinement responsable devant le CHU Grenoble Alpes de l'exécution par le sous-traitant qu'il aura désigné de ses obligations ;
- tenir par écrit un registre des traitements de données à caractère personnel effectués pour le compte du CHU Grenoble Alpes ;
- le cas échéant, aider le CHU Grenoble Alpes pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
- communiquer au CHU Grenoble Alpes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD, et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information ;
- indiquer au CHU Grenoble Alpes si le traitement fait l'objet d'un transfert de données hors de l'Union Européenne. Le cas échéant, apporter les éléments de preuve exigés par le RGPD, notamment la signature des clauses contractuelles types de la commission européenne concernant un transfert de données dans un pays ne remplissant pas les garanties adéquates. Le titulaire doit fournir le nom et les coordonnées directes du DPO ou Référent à la Protection des Données à Caractère Personnel ;
- informer le CHU Grenoble Alpes en cas de violation des données personnelles, par mail à l'adresse [protection-donnees@chu-grenoble.fr](mailto:protection-donnees@chu-grenoble.fr), dans un délai maximum de 48h après en avoir eu connaissance.

## 8.4 – Prestations de maintenance

Sans objet



## 8.5 – Gestion des déchets

Le titulaire aura à sa charge l'évacuation et la traçabilité des déchets générés par son activité, conformément à l'article 20.4 du CCAG-FCS.

## 9 - Constatation de l'exécution des prestations

### 9.1 - Vérifications

Au moment même de la livraison des fournitures, le représentant du pouvoir adjudicateur effectue les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives simples conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Quant aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives approfondies, elles sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Si l'une de ces vérifications révèle une anomalie altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de la prestation concernée.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées dans les conditions définies à l'article 12 du présent CCAP.

### 9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

**Dans tous les cas les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés (vice de fabrication ou défaut de matières).**

**Attention : La signature du double du bon de livraison vaut acceptation du nombre de colis reçus, et non des quantités ou de la qualité des fournitures objet du bon de commande.**

## 10 - Garantie des prestations

Sans objet

## 11 - Pénalités

Les pénalités mentionnées ci-dessous s'appliquent par jour calendaire et sont cumulables, mais sont plafonnées à 10% du montant HT de la facture sur laquelle doit s'appliquer les pénalités.

### 11.1 - Pénalités de retard

Concernant les pénalités journalières, seules les stipulations de l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

### 11.2 - Pénalités pour produits défectueux

En cas de livraison de produits défectueux, le titulaire du marché devra remédier à la situation sous huit jours à compter de la date de réception d'un écrit du CHU Grenoble Alpes (courrier suivi, e-mail), le cas échéant en intervenant directement sur site.

En cas de rupture de stock, le fournisseur prendra à sa charge la totalité des dépenses engendrée par la solution de rechange proposée par lui-même ou par l'établissement si le fournisseur n'en propose pas.

A défaut, il encourra par jour de retard des pénalités fixées à 1/250 de la valeur des prestations pénalisées :

$P = (V \times R)/250$  dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

### 11.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC estimatif du contrat au moment de sa passation.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 11.4 – Exécution aux frais et risques

Dans l'hypothèse où le titulaire se voit dans l'impossibilité de livrer tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au contrat, par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'adresser à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant **sans résilier l'accord cadre et sans mise en demeure** et de lui en faire supporter l'éventuel surcoût.

S'il n'est pas possible pour le pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions qui lui conviennent, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue au contrat, il peut y substituer des prestations jugées équivalentes. Le pouvoir adjudicateur pourra également choisir de se substituer de plein droit au titulaire défaillant. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## 12 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 13 - Résiliation du contrat

### 13.1 - Conditions de résiliation

Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS sur les conditions de résiliation de l'accord-cadre :

- En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'établissement support, le titulaire ne perçoit pas d'indemnité.
- Par application de l'article L. 2195-4 du Code de la commande publique modifié par la loi n°2020-1525 dite loi ASAP, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché public au seul motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire conformément à l'article L.631-1 du code du commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L.622-13 du Code du commerce.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2143-4 et R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié aux torts de l'opérateur économique titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire.

### 13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 14 - Règlement des litiges et langues

En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par la réglementation, le différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal administratif de Grenoble, seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

## 15 - Promotion du développement durable

Le CHU Grenoble Alpes, établissement support du GHT Alpes-Dauphiné, est engagé dans des démarches de promotion du développement durable. L'établissement a marqué son engagement en signant la charte d'engagement des partenaires du Plan Air Energie Climat de l'agglomération grenobloise.

Le Plan Air Énergie Climat est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux de l'énergie et du climat, et à l'enjeu local de l'amélioration de la qualité de l'air, avec des ambitions affirmées et partagées par les acteurs du territoire.

Le Plan Air Énergie Climat se fixe les objectifs suivants, aux horizons 2030 et 2050 à l'horizon 2050 :

- À l'horizon 2030 :
  - Diminuer de 50 % les émissions de gaz à effet de serre.
  - Diminuer de 40 % les consommations d'énergie par habitant.
  - Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 30% par rapport à la consommation énergétique totale.
- À l'horizon 2050 :
  - Atteindre le facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre, soit une division par 4 des émissions.
  - Diviser par 2 les consommations d'énergie.

### LES OBJECTIFS :

	Emissions GES	Consommation d'énergie/ habitant	Production d'énergie renouvelable (part de la production locale dans la consommation du territoire)	Emissions PM10	Emissions NOx
A l'horizon 2030	-50%	-40%	30%		
A l'horizon 2040		-50%			
A l'horizon 2050	-75%	-60%			

Pour atteindre ces objectifs, Le Plan Air Énergie Climat est structuré autour de 6 axes d'action :

- Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique.
- Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements.
- Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air.
- Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement.
- Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services.
- Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique.

## 16 – Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de la ZFE

### **Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de ZFE**

La Zone à Faibles Émissions (ZFE), (ex-Zone à Circulation Restreinte) vise à améliorer la qualité de l'air dans la métropole grenobloise en réservant l'accès à la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds les moins polluants dans le centre-ville de Grenoble et, depuis le 2 mai 2019, dans 10 communes supplémentaires ainsi que le campus.

Sur son périmètre, seuls les véhicules utilitaires et poids lourds à faibles émissions seront autorisés à circuler à horizon 2025. Le périmètre de la ZFE est élargi depuis février 2020 à 17 communes supplémentaires, ce qui nous amène à un total de 27 communes concernées (*Bresson, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Corenc, Échirolles, Eybens, Fontaine, Gières, Grenoble, Jarrie, La Tronche, Meylan, Montchaboud, Noyarey, Poisat, Pont-de-Claix, Quaix-en-Chartreuse, Saint-Égrève, Saint-Martin-d'Hères ainsi que le Domaine Universitaire, Saint-Martin-le-Vinoux, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcès, Venon, Veurey-Voroise*).

Qui est concerné ?

Les véhicules utilitaires légers et les poids lourds (catégorie N sur la carte grise) les plus polluants sont concernés par la ZFE, que leur usage soit professionnel ou personnel. Ces derniers sont identifiés par le système des Certificats Qualité de l'Air (ou vignettes Crit'air).

Les classes de véhicules utilitaires légers et poids lourds interdites seront peu à peu élargies au fur et à mesure de l'évolution du dispositif.

Calendrier :

- À ce jour, l'interdiction de stationnement et de circulation dans ces communes concerne les véhicules utilitaires et poids lourds Crit'Air 3, 4 et 5.
- Initialement prévue en juillet 2025, l'interdiction des Crit'Air 2 est en cours de report pour le mois de juillet 2028.

A cette échéance, l'accès à la ZFE sera réservé aux véhicules utilitaires légers et poids lourds équipés de vignettes Crit'Air 1 et Électrique.

Afin d'obtenir plus de détails, ci-après accès au site internet de Grenoble-Alpes-Métropole :

<https://www.lametro.fr/761-la-zone-a-faibles-emissions.htm>

Les renseignements sur la ZFE pour les véhicules particuliers sont disponibles ici :

<https://zfe.grenoblealpesmetropole.fr/>

## 17 – Dérogations

- L'article 2 (pièces contractuelles) déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
- L'article 4.2 (modalités de variations des prix) déroge à 10.2.4 du CCAG-FCS
- L'article 7.4 (délai global de paiement) déroge à l'article 11.6 du CCAG-FCS
- L'article 11.4 (exécution aux frais et risques) déroge à l'article 45.1 du CCAG-FCS
- L'article 13.1 (conditions de résiliation) déroge aux articles 38 al.2 et 39.2 al.1 CCAG-FCS

Toutes les dispositions du CCAG-FCS non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent marché.